

Les entreprises des Industries Électriques et Gazières sont aujourd'hui, plus que jamais, en situation de danger, en attestent les actualités de ces dernières semaines.

Déjà mises en difficulté par « l'ouverture » des marchés, qui n'est qu'une jolie formule dissimulant l'enfermement de la société civile dans la dictature de la finance, elles se trouvent maintenant confrontées à une intensification de choix gouvernementaux absurdes et irresponsables.

À commencer par les directions prises au travers de la Loi de transition énergétique pour « la croissance verte », qui imposent le démantèlement partiel du parc nucléaire français, ce dernier étant pourtant celui qui permet à la France d'assurer un taux d'émission de CO₂ que les autres pays d'Europe peuvent nous envier.

Puis aussi, par des choix et déclarations navrants, laissant libre cours aux dérives néolibérales de la Commission européenne. Ainsi, FO ne comprend pas l'ouverture à la concurrence des concessions hydroélectriques imposée par Bruxelles, contre laquelle tout gouvernement responsable,

dans les conditions actuelles, répondrait par une fin de non-recevoir. Ainsi encore, nous demeurons sidérés par la position du Ministre de l'Économie qui jugeait récemment que l'État actionnaire était « surinvesti » dans l'énergie... Après avoir mis en difficulté EDF en lui imposant le rachat d'AREVA NP et s'appêtant à imposer la poursuite du projet Hinkley Point.

Pour parfaire l'expression consacrée – qu'il convient, bien sûr, de ne pas prendre au pied de la lettre –, les rats ne se contentent plus de quitter le navire, ils le sabordent avant de partir avec la bouée.

Les réactions des employeurs ne se sont pas fait attendre : côté EDF, 4 000 suppressions de postes, ouverture du capital de RTE et attaque en règle contre le parc Thermique Classique. Côté ENGIE, cession d'entre 15 et 20 milliards d'euros d'actifs sur la période 2016-2018, dont 7 milliards d'euros à court terme... Et renforcement du plan

*Ils ne se contentent plus de quitter le navire,
ils le sabordent avant de partir avec la bouée.*

Commission Paritaire de Branche

Séance du 11 février 2016
Déclaration liminaire FORCE OUVRIERE

d'économie Perform, tablant sur 2,8 milliards d'euros de réduction des coûts pour 2016-2018. Cela promet de beaux jours pour les salariés et l'emploi. Quant aux ELD et autres entreprises privées des IEG comme la SNET, elles sont aussi de plus en plus en difficulté.

“*Certaines fédérations syndicales
jouent les Candide,
tout va pour le mieux
dans le meilleur des mondes...*”

Pour parfaire la situation, rappelons que les entreprises historiques sont jetées dans la fosse concurrentielle avec ce handicap certain, toujours occulté par les pouvoirs publics, qu'elles sont les seules à devoir appliquer le Statut National des IEG à leurs salariés.

Pour toutes ces raisons, nous jugeons la situation extrêmement préoccupante et nous nous étonnons et surtout regrettons de ce que certaines fédérations syndicales jouent les Candide, estimant que les salariés n'ont pas pour le moment des raisons de s'inquiéter... Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, pour elles. C'est un point de vue que nous ne pouvons partager.

Et c'est la raison pour laquelle la fédération FO Énergie et Mines, consciente de ses responsabilités à l'égard de l'ensemble des personnels des IEG, participe à la construction du mouvement du 18 février prochain, appelant les Électriciens et Gaziers à cesser leur travail.